

Plan de relance et déclinaison territoriale dans les Outre-mer

Déclaration du groupe Agriculture

Après la mise en place des plans de relance, il est tout à fait indispensable de ne pas relâcher l'attention sur les effets produits au niveau des territoires et plus spécifiquement dans les territoires ultra-marins. Le groupe appelle de ses vœux que la délégation outre-mer poursuive sa veille sur la mise en place du plan de relance.

Le groupe approuve les préconisations de cet avis.

Nous soutenons plus particulièrement la proposition de mise en place d'une Conférence d'évaluation qui faciliterait, en associant tous les acteurs, le déroulement et l'aboutissement du plan de relance.

Nous sommes également sensibles aux propositions relatives aux transports. Le désenclavement de certaines zones et l'amélioration des flux de transports sont indispensables à la bonne santé économique des territoires.

Les préconisations sur le développement des énergies renouvelables sont également à relever. Elles sont indispensables pour améliorer l'autonomie des outre-mer. Dans ce domaine, la profession agricole, est pourvoyeuse de solutions.

Par ailleurs, l'avis souligne l'importance d'améliorer l'équilibre entre les productions alimentaires locales et l'importation de denrées alimentaires. Nous avons insisté sur ce point dans le premier avis : les populations ultramarines doivent pouvoir consommer des produits locaux à des prix accessibles à tous. Plusieurs leviers doivent être actionnés pour favoriser cette autonomie alimentaire : préservation du foncier, projets alimentaires territoriaux, actions de recherche et d'innovation, structuration des filières, renouvellement des générations agricoles, implication des consommateurs.

Enfin, nous espérons que les discussions actuelles sur la réforme de l'assurance en matière agricole permettront de trouver des solutions adaptées aux outils productifs ultramarins. La couverture des risques est un élément essentiel dans la conduite d'une exploitation agricole pour en assurer la pérennité économique et pour les accompagner dans l'adaptation des effets du changement climatique.

Le groupe a voté pour.